

Plus de 100 ONG appellent les dirigeants européens à rejeter un dangereux plan européen pour juguler la crise migratoire

Genève, le 28 juin 2016. Si elle ne rejette pas la proposition de la Commission européenne sur les flux migratoires, l'Union européenne (UE) s'apprête à ouvrir un chapitre sombre de son histoire. En inaugurant une politique étrangère dont l'unique objectif serait de contrôler l'arrivée de migrants, l'UE et ses Etats membres risquent de perdre leur crédibilité et leur autorité sur la question de la défense des droits de l'Homme. Une coalition de plus de 100 organisations appelle les dirigeants européens à rejeter cette proposition qui envisage de faire de la dissuasion et du retour des migrants l'objectif principal de la relation entre l'UE et les pays tiers.

La Commission européenne a proposé début juin d'utiliser les instruments d'aide, le commerce et d'autres fonds européens pour réduire le nombre de migrants atteignant le sol européen. Cette proposition sera discutée cette semaine par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet de l'UE à Bruxelles. Elle s'inspire de l'accord passé entre l'UE et la Turquie qui a conduit au blocage de milliers de personnes en Grèce dans des conditions inhumaines et dégradantes. Les enfants sont particulièrement touchés. Plusieurs centaines d'entre eux, livrés à eux-mêmes, sont détenus dans des centres de détention fermés ou contraints de dormir dans des cellules de police.

Selon les 104 organisations humanitaires, médicales, de défense des droits de l'Homme, de développement ou spécialisées dans la gestion des migrants, qui signent la déclaration, l'Europe risque de nuire gravement à sa politique étrangère en matière de droits de l'homme et de saper le principe de droit d'asile à l'échelle internationale.

Rien ne garantira que les droits de l'homme, les principes de protection ainsi que les règles et les standards qui prévalent en la matière se seront respectés lorsque l'UE négociera avec les gouvernements les accords qu'elle juge utiles pour stopper l'immigration vers l'Europe. Cela laisse planer un réel risque de violation du droit international qui interdit le refoulement des personnes vers des destinations où elles sont exposées à des violations de leurs droits. « *La responsabilité en matière de violation des droits de l'homme ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe* », rappellent les organisations.

En outre, cette proposition ne tient pas compte des preuves montrant que toutes les stratégies de dissuasion visant à juguler les flux migratoires se sont montrées inefficaces. L'approche actuelle de l'UE, non seulement ne parviendra pas à « *briser le business-modèle* » des passeurs, mais augmentera les souffrances des migrants car beaucoup seront obligés de prendre des routes plus dangereuses pour atteindre l'Europe.

Si elle était adoptée, la proposition de la Commission réorienterait massivement l'aide au développement de l'Europe vers un unique objectif : l'arrêt des migrants. « *Ceci contredit de manière inacceptable l'engagement de l'UE d'utiliser la coopération pour le développement afin d'éradiquer la pauvreté* », regrettent les ONG.

Tout accord pour la « *gestion des migrants* » avec des pays où de graves violations des droits humains sont commises sera contre-productif à long terme. De tels accords « *mettraient en danger les droits de l'Homme dans le monde et contribueront à perpétuer le cycle de la violence et de la répression qui pousse les gens à fuir* », préviennent les organisations.

Les ONG appellent aux dirigeants européens à rejeter la proposition de la Commission et à élaborer une stratégie durable pour gérer les flux migratoires.

« *L'Union européenne, qui est elle-même un projet politique construit sur les décombres d'une guerre dévastatrice, est sur le point d'ouvrir un chapitre sombre de son histoire* », mettent-elles en garde.

Contact médias

Nadia Ben Said, Chargée des relations médias
Tél.: 022 710 93 36 - du lundi au jeudi
Mob.: 076 321 48 11
nbensaid@handicap-international.ch
www.handicap-international.ch

Rejoignez-nous sur facebook

www.facebook.com/handicapinternationalsuisse

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes.

Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation.

Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de Handicap International et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.

Signataires

1. ACT Alliance EU
2. ActionAid
3. Afrique Culture Maroc
4. Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme
5. Aid Services
6. Amnesty International
7. Amycos
8. Asgi - Associazione per gli Studi Giuridici sull'Immigrazione
9. Asociacion por ti mujer
10. Asociacion Salud y Familia - Spain
11. Association for action against violence and trafficking in human beings-Open Gate La Strada Macedonia.
12. Association for the Social Support of Youth
13. Ayuda en Acción
14. British Refugee Council
15. CAFOD
16. Care International
17. CCOO de Andalucía
18. Centre for Youths Integrated Development.
19. Centro de Investigaciones en Derechos Humanos PRO IGUAL
20. ChildFund Alliance
21. Church of Sweden
22. Churches' Commission for Migrants in Europe
23. Citizens' association for combating trafficking in human beings and all forms of gender-based violence
24. CNCD-11.11.11
25. Comisión Española de Ayuda al Refugiado –CEAR-
26. Concern Worldwide
27. CONCORD Sweden
28. Conseil des Béninois de France
29. Consortium of Migrants Assisting Organizations in the Czech Republic
30. Coordinadora Andaluza de ONGD
31. Coordinadora Cantabra de ONGD
32. Coordinadora de ONGD de la Región de Murcia
33. Coordinadora de ONGD del Principado de Asturias
34. Coordinadora de ONGD España
35. Coordinadora de ONGD Navarra
36. Coordinadora Extremeña de ONGD
37. Coordinadora Gallega de ONGD
38. Coordinadora ONGD de Castilla y León
39. Coordinadora Valenciana de ONGD
40. Cordaid
41. Detention Action
42. Detention Forum
43. Doctors of the World International network
44. EU-CORD Network
45. Eurochild
46. EuroMed Rights

47. European Association for the Defence of Human Rights
48. European Council on Refugees and Exiles
49. European Youth Forum
50. Federación Aragonesa de ONGD
51. Federación de Asociaciones de Derechos Humanos
52. Federation of Christian NGOs in Italy
53. FIACAT
54. FIDH
55. FIZ advocacy and support for migrant women and victims of trafficking
56. Flüchtlingsrat Niedersachsen e.V.
57. Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
58. Fundacion 1º de Mayo de Comisiones Obreras
59. Fundación Alianza por los Derechos, la Igualdad y la Solidaridad Internacional –APS-
60. Greek Forum of Refugees
61. Habitat for Humanity International, Europe, Middle East and Africa
62. Handicap International
63. Human Rights Watch
64. Human Rights Without Frontiers
65. Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo –ISCOD-
66. InteRed
67. INTERSOS
68. Islamic Relief UK
69. Jesuit Refugee Service Europe.
70. Justice and Peace Netherlands
71. KISA-Action for Equality, Support, Antiracism
72. Koordinierungsstelle der Österreichischen Bischofskonferenz für internationale Entwicklung und Mission
73. La Strada International
74. Lafede.cat - Organitzacions per a la Justícia Global
75. Le Monde des Possibles
76. Macedonian Young Lawyers Association
77. Menedék - Hungarian Association for Migrants
78. Migrant Voice UK
79. Migrants' Rights Network
80. Movimiento contra la Intolerancia
81. Movimiento por la Paz –MPDL-
82. Nasc, the Irish Immigrant Support Centre
83. Norwegian Refugee Council
84. Oxfam
85. PAX
86. Pax Christi International
87. PICUM-Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants
88. Plan International EU office
89. Platform Minors in exile / Plate-forme Mineurs en exil / Platform Kinderen op de vlucht (Belgium)
90. Red Acoge
91. Réseau de Compétences Solidaires - Groupement d'Economie Sociale et Solidaire France - Europe - Afrique
92. Réseau Immigration Développement Démocratie - IDD
93. Save the Children

94. SOS Children's Villages International
95. SOS Racisme – Touche pas à mon pote
96. Swedish Refugee Advice Centre
97. Télécoms Sans Frontières
98. Terre des Hommes International Federation
99. The International Federation of Social Workers European Region
100. The International Rehabilitation Council for Torture victims
101. the Norwegian Centre Against Racism
102. Trócaire
103. World Vision Brussels and EU Representation
104. ZOA